Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 4, n° 1 | Avril 2013

La biodiversité aménage-t-elle le territoire ?

Prendre le temps...

Olivier Petit

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9747>

DOI : 10.4000/developpementdurable.9747

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Olivier Petit, « Prendre le temps... », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 4, n° 1 | Avril 2013, mis en ligne le 20 avril 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9747> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.9747>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Prendre le temps...

Olivier Petit

- 1 C'est un sentiment que beaucoup de lecteurs partageront, à n'en pas douter, mais je me dis chaque jour un peu plus que nous vivons une drôle d'époque où le mouvement perpétuel semble tellement devenu la norme que l'on ne prend même plus le temps de s'interroger sur les raisons de ce qui ressemble bien souvent à une fuite en avant....
- 2 L'activité scientifique en sciences humaines et sociales a connu ces dernières années des bouleversements importants, mais les résultats de ces réformes ont-ils pour autant accru la qualité des publications, ouvert à davantage de dialogue entre les disciplines, permis des avancées substantielles... ? Il est permis d'en douter.
- 3 Pour commencer, l'incitation à se lancer dans des projets de recherche contractuelle mobilise une part non négligeable du temps de travail de chacun, pour des résultats parfois hasardeux. La durée de ces projets de recherche permet rarement que s'instaurent des échanges entre chercheurs et praticiens fondés sur une compréhension mutuelle des points de vue, des cadres théoriques et méthodologiques que chacun souhaite avancer, débouchant sur des résultats appropriables par la société et par la communauté scientifique dans son ensemble. Le temps dévolu à la valorisation, élément pourtant essentiel, demeure réduit à la portion congrue et les engagements se multiplient sans permettre une maturation des résultats, une prise de recul propice à la genèse d'idées nouvelles.
- 4 En outre, la montée en puissance des processus d'évaluation est perceptible à tous les niveaux, si bien que l'on consacre de plus en plus de temps à se faire évaluer, ou à évaluer le travail des autres. Ces évaluations qui touchent le domaine de la recherche scientifique se déclinent en France à tous les niveaux : de l'échelle individuelle (avec la mise en place des procédures d'attribution des primes d'excellence scientifique) à l'échelle collective (évaluation des formations et des équipes de recherche par l'AERES). Les revues scientifiques sont elles aussi soumises à l'évaluation de la part du CNRS comme de l'AERES, sans parler des bases de données bibliographiques (Scopus, SSRI de Thomson Reuters...) dont l'accès pour les revues passe par le filtre d'une batterie de paramètres divers et variés. Ces processus d'évaluation mettent ainsi sous pression la communauté scientifique dans son ensemble, non sans conséquences... La revue

Développement durable et territoires, depuis sa création voilà plus de dix ans maintenant, fonctionne grâce à un collectif de chercheurs en SHS qui consacrent une part non négligeable de leur temps au fonctionnement de la revue, sans compter leur temps ni leur peine (réunions tous les deux mois du comité de rédaction, relecture des propositions de publications et décisions sur leur éventuelle mise en lecture, coordination de dossiers, suivi avec les auteurs et les évaluateurs, mise en forme des textes pour leur publication sur la plate-forme de revues.org...). Dans un contexte de mise sous pression continue, ce travail bénévole se poursuit, obstinément, car nous sommes tous intimement convaincus de faire œuvre collective en faisant vivre cette revue suivant les principes qui ont été au fondement de sa création : revue gratuite, libre d'accès pour tous, essentiellement francophone et électronique. Bien peu paraient sur le succès de cette aventure il y a dix ans encore, mais force est de constater aujourd'hui que DD&T est reconnue (par l'AERES, par le CNRS), consultée (de 20 000 à 30 000 visiteurs différents chaque mois), et sans doute lue.

- 5 Finalement, comme en témoignent plusieurs collègues avec qui j'ai eu l'opportunité d'en parler, nous ne disposons plus que d'un temps très réduit pour une activité qui devrait pourtant être notre activité principale : la lecture.
- 6 La lecture, c'est précisément ce que je vous invite à faire, en découvrant la nouvelle livraison de *DD&T*. Ce numéro consacre une série d'articles aux relations entre biodiversité et aménagement du territoire grâce à un dossier coordonné par Magalie Franchomme, Marie Bonnin, et Christelle Hinnewinkel et intitulé « La biodiversité aménage-t-elle les territoires ? ». Ce dossier est constitué de 8 articles (dont un article en « Point de vue »). Il est le fruit d'un appel à contributions lancé sur ce thème en septembre 2011. Le numéro comporte également plusieurs notes de lecture et un compte-rendu de journée d'études que l'association DD&T avait organisé en Novembre 2011 sur le thème « Reterritorialisation et développement durable ».
- 7 A ce propos, nous organisons tout prochainement à Lille (30 Mai 2013), la prochaine Journée Interdisciplinaire sur le Développement Durable (JIDD) sur le thème « Risques industriels et Développement durable : enjeux d'aménagement ». Pour vous inscrire à la journée (entrée libre), merci de contacter delphine.groux@univ-littoral.fr
- 8 Quoi qu'il en soit, bonne lecture !

AUTEUR

OLIVIER PETIT

Directeur de la publication de la revue Développement durable et territoires. Économiste, Maître de Conférences à l'Université d'Artois. Il réalise ses recherches, essentiellement consacrées aux dimensions institutionnelles de la gestion de l'eau et des politiques de développement durable, au sein du CLERSE (UMR 8019 CNRS-Lille 1). Il est également, depuis janvier 2008, représentant français au sein du réseau de contacts nationaux de la Société Européenne d'Économie Écologique

(ESEE).olivier.petit[at]univ-artois.fr -
<http://clerse.univ-lille1.fr/spip.php?article432>